L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux—No. 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS.
VENDREDI MATIN, 23 AVRIL.

FEUILLETON.

LA CAPE ET L'EPÉE.

SECONDE PARTIE.

LA TOISON D'OR.

XL (Suite).

On n'a pas oublié que Briquetaille avait été envoyé en reconnaissance vers les lignes de l'armée ottomane par Achmet-Kiuprili, à la suite des déclarations faites par Jadour. Il en avait reconnu les positions avec ce mélange d'audace et de ruse qui laissait le fond de son caractère, et son monde de renseignements, il s'en retournait par le plus court, poussant son cheval qui commençait à souffler un peu, lorsqu'il aperçut de loin, sur la route, un corps qui semblait agité par un reste de mouvements convulsifs.

Quelque blessé qui râlé! pensa Briquetaille sans plus d'émotion.

Le spectacle d'un moribond, agonisant dans la poussière ou la boue, n'était point rare en ce pays et n'était point fait pour surprendre et encore moins pour attendrir l'aventurier. Cependant, un sentiment de pitié se glissa dans son âme endurcie, et prenant un pistolet à sa ceinture:

—Je lui casserai la tête en passant pour qu'il ne souffre point trop longtemps, se dit-il, cela me portera bonheur.

Comme il n'était plus qu'à une vingtaine de pas du pauvre diable, il lui parut que ce qu'il avait pris pour des serpents n'était le résultat d'une marche ondulante pleine de secousses et de contorsions, telle qu'un animal pu l'attendre d'un serpent brisé par le milieu.

Le moribond rampait sur le ventre s'aidant quelquefois des coudes et des genoux; il avait la face bleue, une sorte de bave sanglant sur ses lèvres. Un peu plus loin gisait le cadavre d'un cheval, et plus encore un ou deux points noirs pareil le chemin avec des fourrures de ceux couchés dans les ornières.

—Bon! se dit Briquetaille, il y a eu massacre ici; je vais achever ce pauvre diable. Il faut être secourable à son prochain.

Il levait son pistolet et visait à la tête lorsque courant, lorsqu'au moment de lâcher la détente quelque chose lui fit croire qu'il avait déjà aperçu le visage qui grimaçait sous ses yeux. Il se pencha pour mieux voir, reconnut Carpillo et poussa un cri en repoussant le pistolet dans sa ceinture.

Une seconde après, il avait mis pied à terre et soulevait entre ses bras le moribond, qui ouvrit démesurément ses paupières ternies. Une sorte de sourire hideux éclaira son visage tuméfié; il voulut parler, mais dans le râle qui avait peine à sortir de sa bouche, Briquetaille ne saisissait que des sons vagues et rauques. Carpillo s'agita, et pesant de tout son poids sur l'un de ses coudes, d'un doigt nerveux et long il traça sur la poussière du chemin ces deux mots: Venge-moi.

Parbleu! s'écria Briquetaille, j'espère bien que nous nous vengerons de compagnie! Tu es un trop bon camarade pour que je ne fasse pas quelque chose pour toi.

Il le chargea sur ses épaules, et le porta vers un ruisseau voisin, trempa dans son frais lin le visage et les mains du misérable. Après quoi, l'ayant étendu sur la berge, au soleil, il le frictionna vigoureusement avec quelques gouttes d'eau-de-vie qu'il tira d'une gourde qu'en homme de précaution il portait toujours sur lui. Petit à petit l'élasticité revint aux membres de Carpillo, la respiration à sa gorge, où le sang commençait à circuler plus librement, laissa échapper des mots plus clairement articulés. Bientôt il leva son poing en l'air, avec une effrayante expression de menace.

Voyons, capitaine, je lui arracherai le cœur! répondit l'autre à cette bonne nouvelle que vous êtes sauvé.... Je vais le prendre en croupe et tu me raconteras ton histoire.

Mais en apprenant comment Hugues de Montastruc avait été livré au camp ennemi par le retrouver, ce fut au tour de Briquetaille de pousser un cri de fureur.

Laissez-moi-là, il me glisserait donc sous entre les mains comme une anguille! dit-il après le moi qu'il ouvrit le ventre d'un triple sot!

L'occasion perdue se retrouve quelquefois, fit Carpillo.... Attendons. Toi et nous avons été attachés à la même fortune, nous attacherons notre ennemi à nos chevaux.

Retour au camp du grand vizir. Briquetaille en rendit compte du résultat de sa mission. Les renseignements qu'il apportait ne firent que confirmer ceux que Kadour avait donnés lui-même.

Le général-en-chef fit faire savoir par ordre du général en chef l'ordre qu'il avait reçu arrivait de point en point. Après avoir quelque temps maintenu le long du Danube, tenant une partie de notre pied en Varnie, le grand vizir, voyant qu'il ne pouvait tenir la vigilance de son adversaire ou le forcer dans ses lignes, serait tout d'un coup remplacer par Kiuprili, qui, ayant traversé le Kaab, après quoi aucun obstacle ne devait plus arrêter sa marche, remplacerait sur la capitale de l'Autriche. Le temps qu'il avait perdu à tenir tant bien perdu, ses plus habiles ressources ne pouvaient; malgré leur rapidité, mettre en défaut le coup-d'œil de Montecuculli qui, de bonne heure, fit des contingents du Rhin et de la division française qui, était en route, malgré la disproportion des forces, accepter la bataille. Seulement il avait été convenu que dans les circonstances sur un terrain qui favorisait ses choix. De la des marches et des contre-marches durant lesquelles les deux adversaires s'observaient. Elles les poussaient lentement vers le point que le chef du capitaine à qui le sort des armes avait confié avait indiqué à M. de Goligny.

Les escarmouches de plus en plus vives, plus nombreuses quinquetaient aux prises les coureurs et les partisans des deux armées faisant comprendre qu'on se rapprochait de plus en plus du lieu de action décisive.

Le 24 juillet 1664, au moment où des bandes innombrables que le sultan vait envoyées à l'allemagne, Montecuculli, à la tête des troupes combinées, passait le Raab en bon ordre, et prenait position sur la rive gauche du fleuve où, par surcroît de fortune, il fut rejoint par la brigade de Wallonie de Gassion, que la petite armée fut vue accueillit par mille cris d'allégresse. C'était de bon augure à l'heure du choc suprême.

Devancé dans sa marche, Achmet-Kiuprili remonta le Raab, cherchant les gués que ses cavaliers tartares avaient reconnus. Il hésitait et tâtonnait, pressé d'une part par les ordres du sultan qui lui envoyait courrier sur courrier et craignant de tenter une attaque de vive force avec une rivière à traverser. Ces divers mouvements prenaient quelques jours. Enfin le camp en face d'un couvent bâti sur un îlot situé au milieu du Raab et appelé Comorn de lui à gros de son armée.

Dès la nuit même, et dans la certitude d'une action générale pour le lendemain, Montecuculli activait de disposer ses troupes pour ne rien donner à la surprise et au hasard. Toutes ses mesures prises, ses officiers qui portaient ses ordres, son monde que ceux qui l'entouraient, purent remarquer qu'un cercle de flammes rendues éclatantes par l'épaisseur de l'ombre tonnait vers eux, allongeant ses pointes rouges comme des bras de feu prêts à les enlacer.

L'ennemie précédait l'armée turque, qui semblait vouloir se refermer sur les chrétiens et les anéantir dans son étreinte.

A cet endroit, le Raab traçait une courbe dont l'évasement formait une espèce de cirque entouré de hauteurs boisées. A la pointe du jour, le spectacle que présentait le camp turc, placé au milieu de ce cirque, en face des lignes impériales, était bien fait pour frapper l'imagination.

Au centre s'élevait la tente recouverte de soie cramoisie du grand-vizir. En longues lignes et régulièrement celles par une garde qui protégeait une muraille flottante de soie verte, s'étendaient les vastes tentes de ses principaux officiers. Non loin de là, sur la droite, et magnifiquement ornées, se dressaient celles des pachas de Bosnie, d'Alep et de Damas. Une foule d'autres couvraient la plaine, chargées d'étendards et de queues de chevaux agitées par le vent. On en voyait au loin qui se prolongeaient jusqu'à l'horizon. Au milieu de cette ville de toile immobile de soleil allumait et venait, cracelant sur les riches harnachures chevaux que nourrissait pu fournir, les escadrons de chevaux spahis, tous vêtus de vestes de soie bario sées des plus vives couleurs. On aurait dit de fleurs mouvantes passant dans la lumière et s'y jouant.

Plus près de la rivière, et s'agglomérant en masses profondes, se rassemblaient les bataillons janissaires, cette force vive de l'empire ottoman. Aucune trouée encore n'avait pu résister au choc de ces robustes fantassins qui pouvaient se servir mai des armes à feu: la mèche dont on avait chargé leurs épaisses, bonne qui pendaient droit devant eux, le sabre à la main, et malgré la feu, malgré les boulets, malgré l'inévitable, renversant tout ce qui tentait de s'opposer à leur marche, passaient sur les cadavres de leurs voyageurs pour se frayer un chemin. Après de cette milice de fer les hordes allégresse s'apprêtaient dans une confuse agitation, et tout au loin, partout des bouffonnes d'Asiatiques et d'Africains des races inconnues et s'animant entre eux les autres.

Ce qui augmentait l'étrangeté de ce spectacle c'était la pendre immense de chameaux qui, couchés en face, revaient de tous côtés, leurs têtes maigres et inélégantes, leurs cris tapiques à ce grand bruit d'une armée qui s'ébranle. Parmi les chrétiens rangés sur l'autre rive, quelques uns prétendaient ces bêtes venues pour des éléphants et craignaient d'avoir à subir leurs bonds des attaques. La traversée de cette cohue devant être l'affaire d'hommes et d'animaux circulaient des chariots attelés de buffles sur lesquels d'énormes canons allongeaient leurs culs de bronze. Les canonniers se tenaient debout, à côté, leurs mèches allumées, carressant de la main les monstres d'airain qui, montés sur leurs affûts, allaient vomir la mort.

Tout ces mouvements, tout ces préparatifs s'étaient accomplis dans la nuit. Le jour naissant éclairait les deux armées prêtes à en venir aux mains.

Le soleil, en se levant, trouva Montecuculli à cheval, entouré de ses officiers généraux, parmi lesquels on remarquait le comte de Goligny, le duc de Lorraine, le prince de Bade, le comte de Souches, le comte de Sporck, le comte de Serin, le comte de Nassau, le comte de Hohenfeld, le comte de Tilly, le comte de Wurtemberg, le comte de Hanau, le comte de Salm, le comte de Dietrichstein, le comte de Starhemberg, le comte de Strozzi, le comte de Caprara, le comte de Montecuculli, le comte de Gonzague, le comte de Wallenstein, le comte de Waldeck, le comte de Furstenberg, le comte de Hesse-Darmstadt, le comte de Hesse-Rheinfels, le comte de Hesse-Hombourg, le comte de Hesse-Philippsthal, le comte de Hesse-Cassel, le comte de Hesse-Wanfried, le comte de Hesse-Eschwege, le comte de Hesse-Homburg, le comte de Hesse-Rotenburg, le comte de Hesse-Ziegenhain, le comte de Hesse-Marburg, le comte de Hesse-Nidda, le comte de Hesse-Schmalkalden, le comte de Hesse-Wilhelmsthal, le comte de Hesse-Wolfenbüttel, le comte de Hesse-Brunswick, le comte de Hesse-Lunebourg, le comte de Hesse-Celle, le comte de Hesse-Hanovre, le comte de Hesse-Osnabrück, le comte de Hesse-Gottingue, le comte de Hesse-Hildesheim, le comte de Hesse-Stade, le comte de Hesse-Verden, le comte de Hesse-Minden, le comte de Hesse-Ratisbonne, le comte de Hesse-Francfort, le comte de Hesse-Mayence, le comte de Hesse-Trèves, le comte de Hesse-Cologne, le comte de Hesse-Aix-la-Chapelle, le comte de Hesse-Liège, le comte de Hesse-Namur, le comte de Hesse-Luxembourg, le comte de Hesse-Limbourg, le comte de Hesse-Gueldre, le comte de Hesse-Zutphen, le comte de Hesse-Overyssel, le comte de Hesse-Groningue, le comte de Hesse-Frise, le comte de Hesse-Utrecht, le comte de Hesse-Hollande, le comte de Hesse-Zélande, le comte de Hesse-Brabant, le comte de Hesse-Flandre, le comte de Hesse-Artois, le comte de Hesse-Hainaut, le comte de Hesse-Namur, le comte de Hesse-Luxembourg, le comte de Hesse-Limbourg, le comte de Hesse-Gueldre, le comte de Hesse-Zutphen, le comte de Hesse-Overyssel, le comte de Hesse-Groningue, le comte de Hesse-Frise, le comte de Hesse-Utrecht, le comte de Hesse-Hollande, le comte de Hesse-Zélande, le comte de Hesse-Brabant, le comte de Hesse-Flandre, le comte de Hesse-Artois, le comte de Hesse-Hainaut.

(A continuer.)

Le service militaire en France.

Nous avons publié dans notre numéro du 1er septembre 1872, le texte complet de la loi nouvelle sur l'armée en France, et à diverses reprises depuis cette époque des informations et circulaires relatives au même sujet. Cependant on nous demande encore des renseignements. Nous ne pouvons reproduire le texte complet de la loi qui remplit six colonnes de l'*Abeille*, mais nous allons, pour répondre au désir qui nous est exprimé, en republier les principales dispositions.

LOI MILITAIRE DE 1872.

TITRE Ier.

Dispositions Générales.

ART. 1er.

Tout Français doit le service militaire personnel.

ART. 2.

Il n'y a dans les troupes françaises ni prime ni argent ni prix quelconque d'engagement.

ART. 3.

Tout Français qui n'est pas déclaré impropre à tout service militaire peut être appelé depuis l'âge de vingt ans jusqu'à celui de quarante ans, à faire partie de l'armée active et des réserves, selon le mode déterminé par la loi.

ART. 4.

Le remplacement est supprimé.

Les dispenses de service dans les conditions spécifiées par la loi ne sont pas accordées à titre de libération définitive.

ART. 5.

Les hommes présents au corps ne prennent point part au vote.

ART. 6.

Tout corps organisé en armes est soumis aux lois militaires, fait partie de l'armée et relève soit du ministre de la guerre, soit du ministre de la marine.

ART. 7.

Nul n'est admis dans les troupes françaises s'il n'est Français.

Sont exclus du service militaire, et ne peuvent à aucun titre servir dans l'armée:

1° Les individus qui ont été condamnés à une peine afflictive ou infamante;

2° Ceux qui ayant été condamnés à une peine correctionnelle de 2 ans d'emprisonnement et au-dessus, ont en outre été placés par le jugement de condamnation sous la surveillance de la haute police, et interdits en tout ou en partie des droits civiques, civils ou de famille.

ART. 8.

Sont considérés comme légalement domiciliés dans le canton:

1° Les jeunes gens, même émancipés, engagés, établis au dehors, expatriés, absents en état d'emprisonnement, si d'ailleurs leur père, mère ou tuteur ont leur domicile dans une des communes du canton, ou si leur père expatrié avait son domicile dans une des dites communes.

ART. 10.

Sont exemptés du service militaire les jeunes gens que leurs infirmités rendent impropres à tout service actif ou auxiliaire dans l'armée.

ART. 17.

Sont dispensés du service d'activité en temps de paix:

1° L'aîné d'orphelins de père et de mère.

2° Le fils unique ou l'aîné des fils, ou à défaut de fils un de gendre, le petit-fils unique ou l'aîné des petits-fils d'une femme actuellement veuve ou dont le mari a été légalement déclaré absent, ou d'un père aveugle ou entré dans sa soixante-dixième année.

Dans les cas prévus par les deux paragraphes précédents, le frère puîné jouira de la dispense si le frère aîné est aveugle ou atteint de toute autre infirmité incurable qui le rendra impotent;

3° Le plus âgé des deux frères appelés à faire partie du même tirage, si le plus jeune est reconnu propre au service;

4° Celui dont un frère sera dans l'armée active;

5° Celui dont un frère sera mort en activité de service ou aura été réformé ou admis à la retraite pour blessures reçues dans un service commandé ou pour infirmités contractées dans les armées de terre ou de mer.

La dispense accordée, conformément aux paragraphes 4 et 5 ci-dessus, ne sera appliquée qu'à un seul frère pour un même cas, mais elle se répétera dans la même famille autant de fois que les mêmes droits s'y reproduiront.

Le jeune homme omis, qui ne s'est pas présenté par lui ou ses ayant-cause, au tirage de la classe à laquelle il appartient, ne peut réclamer le bénéfice des dispenses indiquées par le présent article, si les causes de ces dispenses ne sont survenues que postérieurement à la clôture des listes.

Les causes de ces dispenses doivent pour produire leur effet, exister au jour où le conseil de révision est appelé à statuer.

Néanmoins, l'appelé ou l'engagé qui, postérieurement, soit à la décision du conseil de révision, soit au 1er juillet, soit à son incorporation, devient l'aîné d'orphelins de père et de mère, le fils unique ou l'aîné des fils, ou à défaut du fils le petit-fils, le petit-fils unique ou l'aîné des petits-fils d'une femme veuve, d'une femme dont le mari a été légalement déclaré absent ou d'un père aveugle, est, sur sa demande et pour le temps qu'il a encore à servir, renvoyé dans ses foyers ou dispensé, mobilité, à moins qu'en raison de sa présence sous les drapeaux, il n'ait procuré la dispense de service à un frère puîné actuellement vivant.

Les dispenses énoncées au présent article ne sont applicables qu'aux enfants légitimes.

Le bénéfice de la disposition du paragraphe précédent s'étend au militaire devenu fils ou petit-fils aîné de sapitoyenne, par suite du décès d'un frère

ART. 33.

Il est tenu par départements, ou par circonscriptions déterminées dans chaque département, en vertu d'un règlement d'administration publique, un registre matricule, dressé au moyen des listes mentionnées en l'article 31 ci-dessus, et sur lequel sont portés tous les jeunes gens qui n'ont pas été déclarés impropres à tout service militaire ou qui n'ont pas été ajournés à un nouvel examen du conseil de révision.

ART. 35.

Tout homme inscrit sur le registre matriculaire qui veut fixer en pays étranger est tenu, dans sa déclaration à la mairie de la commune où il réside, de faire connaître le lieu où il va établir son domicile, et, dès qu'il est arrivé, d'en prévenir l'agent consulaire de France. Le maire de chacune des communes transmet, dans les huit jours, copie de ladite déclaration, au bureau du registre matricule de la circonscription dans laquelle se trouve sa commune.

TITRE III.

Du Service Militaire.

ART. 36.

Tout Français qui n'est pas déclaré impropre à tout service militaire fait partie:

De l'armée active pendant cinq ans;

De la réserve de l'armée active pendant quatre ans;

De l'armée territoriale pendant cinq ans;

De la réserve de l'armée territoriale pendant six ans.

L'armée active est composée, indépendamment des hommes qui ne se recrutent pas par les appels, de tous les jeunes gens déclarés propres à un des services de l'armée et compris dans les cinq dernières classes appelées.

La réserve de l'armée active est composée de tous les hommes également déclarés propres à un des services de l'armée et compris dans les quatre classes appelées immédiatement avant celles qui forment l'armée active.

L'armée territoriale est composée de tous les hommes qui ont accompli le temps de service prescrit pour l'armée active de la réserve.

La réserve de l'armée territoriale est composée des hommes qui ont accompli le temps de service prescrit pour l'armée active de la réserve.

ART. 40.

Les hommes placés qui, après le temps de service prescrit pour les articles 40 et 41 ne sont pas appelés pendant les deux premières restent à la disposition du ministre de la guerre, dans le but d'appeler à l'activité, en cas de mobilisation ou de guerre, les hommes nécessaires à l'effectif de guerre de l'armée active, dans l'ordre fixé par le règlement d'administration publique.

Ils sont, par un règlement du ministre, soumis à des exercices et à des exercices.

ART. 43.

Les hommes placés dans la réserve de l'armée active peuvent immédiatement après l'appel de la classe à laquelle ils appartiennent être appelés par décret du président de la république, en commençant par la moins ancienne.

Les hommes de la réserve de l'armée active sont mobilisés pendant le temps de service de la dite réserve, à prendre part à deux manœuvres.

La durée de chacune de ces manœuvres ne peut dépasser quatre semaines.

ART. 44.

Les hommes en disponibilité de l'armée active, et les hommes de la réserve, peuvent se marier sans autorisation.

Les hommes mariés restent soumis aux obligations de service imposées aux classes auxquelles ils appartiennent.

Toutefois les hommes en disponibilité ou en réserve qui sont pères de quatre enfants vivants ne peuvent de droit dans l'armée territoriale.

ART. 45.

Des lois spéciales détermineront les bases de l'organisation de l'armée active et de l'armée territoriale, ainsi que des réserves.

TITRE V.

Dispositions pénales.

ART. 56.

Tout homme inscrit sur le registre matriculaire qui n'a pas fait les déclarations de changement de domicile prescrites par les articles 34 et 35 de la présente loi, est déféré aux tribunaux ordinaires, et puni d'une amende de 16 francs à 200 francs; il peut en outre être condamné à un emprisonnement de quinze jours à deux mois.

En temps de guerre, la peine est doublée.

ART. 60.

Toutes fraudes ou manœuvres par suite desquelles un jeune homme a été omis sur les tableaux de recensement ou sur les listes du tirage, sont déférées aux tribunaux ordinaires et punies d'un emprisonnement d'un mois à un an.

Sont déférés aux mêmes tribunaux et punis de la même peine:

1° Les jeunes gens appelés qui, par suites d'un concert frauduleux, se sont abstenus de comparaître devant le conseil de révision;

2° Les jeunes gens qui, à l'aide de fraudes ou manœuvres se sont fait exempter ou dispenser par un conseil de révision, sans préjudice des peines plus graves en cas de faux.

Les auteurs ou complices sont punis des mêmes peines.

Si le jeune homme omis a été condamné comme auteur ou complice des fraudes ou manœuvres, les dispositions de l'article 14 lui seront appliquées lors du premier tirage qui aura lieu après l'expiration de sa peine.

Le jeune homme indûment exempté ou indûment dispensé est rétabli en tête de la première partie de la classe appelée après qu'il a été reconnu que l'exemption ou la dispense avait été indûment accordée.

ART. 61.

Tout homme inscrit sur le registre matriculaire, au domicile duquel un ordre de route a été régulièrement notifié, et qui n'est pas arrivé à sa destination au jour fixé par cet ordre est, après un mois de délai, et hors le cas de force majeure, jugé comme insoumis, d'un emprisonnement d'un mois ou d'un an, en temps de paix, et de deux à cinq ans en temps de guerre. Dans ce dernier cas, à l'expiration de sa peine, il est envoyé dans une compagnie de discipline.

En temps de guerre, les noms des insoumis sont affichés dans toutes les communes du canton de leur domicile; ils restent affichés pendant toute la durée de la guerre.

Ces dispositions sont applicables à tout engagé volontaire qui, sans motifs légitimes, n'est pas arrivé à sa destination dans le délai fixé par sa feuille de route.

En cas d'absence du domicile, et lorsque le lieu de la résidence est inconnu, l'ordre de route est notifié au maire de la commune dans laquelle l'appelé a concouru au tirage.

A l'égard des appelés, le délai d'un mois sera porté:

A deux mois, s'ils demeurent en Algérie, dans les îles voisines des côtes limitrophes de la France ou Europe.

A six mois, s'ils demeurent dans tout autre pays.

L'insoumis est jugé par le conseil de guerre de la division militaire dans laquelle il est arrêté.

Le tuteur, pendant lequel l'engagé volontaire, ou l'homme inscrit sur la matrice matriculaire aura été insoumis ne compte pas dans les années de service exigées.

ART. 62.

Quiconque est reconnu coupable d'avoir recélé ou d'avoir favorisé, à son service un insoumis est puni d'un emprisonnement qui ne peut excéder six mois. Selon les circonstances, la peine peut être réduite à une amende de vingt à deux cents francs.

Quiconque est convaincu d'avoir favorisé l'évasion d'un insoumis est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an.

La même peine est prononcée contre ceux qui, par des manœuvres coupables, ont empêché ou retardé le départ des jeunes soldats.

Si le délit a été commis à l'aide d'un attroupement, la peine sera double.

Si le délinquant est fonctionnaire public, employé du gouvernement ou ministre d'un culte salarié par l'Etat, la peine peut être portée jusqu'à deux années d'emprisonnement, et il est, en outre, condamné à une amende qui ne pourra excéder deux mille francs.

La lettre suivante publiée dans notre numéro du 9 août 1874, contient des informations complémentaires:

New-York, le 1er août 1874.

Monsieur,

Le gouvernement français vient de me faire parvenir une série d'informations complémentaires, au sujet de l'application de la loi du 27 juillet 1872, sur le recrutement, aux Français résidant à l'étranger.

Nos nationaux établis dans ce pays ayant de l'intérêt à être mis au courant de ces dispositions, j'ai pensé, Monsieur, que vous voudriez bien les porter à leur connaissance par la voie de votre journal. L'administration de la guerre n'accorde pas d'allocation pour la publicité qui doit être donnée à cet avis; mais, j'ai cru pouvoir compter, dans cette circonstance, sur le concours désintéressé que vous m'avez offert pour tous les cas analogues à celui dont il s'agit, et je me fais avoir l'honneur de vous signaler les différents points sur lesquels le ministre de la guerre désirerait que l'on pût appeler l'attention de nos compatriotes.

En premier lieu, pour ménager la transition entre le régime précédent et l'application rigoureuse de la nouvelle loi militaire, il a été décidé, à l'égard des omis des classes antérieures, inscrits sur les tableaux de recensement ou sur les listes de tirage, sont déférées aux tribunaux ordinaires et punies d'un emprisonnement d'un mois à un an.

Sont déférés aux mêmes tribunaux et punis de la même peine:

1° Les jeunes gens appelés qui, par suites d'un concert frauduleux, se sont abstenus de comparaître devant le conseil de révision;

2° Les jeunes gens qui, à l'aide de fraudes ou manœuvres se sont fait exempter ou dispenser par un conseil de révision, sans préjudice des peines plus graves en cas de faux.

Les auteurs ou complices sont punis des mêmes peines.

Si le jeune homme omis a été condamné comme auteur ou complice des fraudes ou manœuvres, les dispositions de l'article 14 lui seront appliquées lors du premier tirage qui aura lieu après l'expiration de sa peine.

Le jeune homme indûment exempté ou indûment dispensé est rétabli en tête de la première partie de la classe appelée après qu'il a été reconnu que l'exemption ou la dispense avait été indûment accordée.

ART. 61.

Tout homme inscrit sur le registre matriculaire, au domicile duquel un ordre de route a été régulièrement notifié, et qui n'est pas arrivé à sa destination au jour fixé par cet ordre est, après un mois de délai, et hors le cas de force majeure, jugé comme insoumis, d'un emprisonnement d'un mois ou d'un an, en temps de paix, et de deux à cinq ans en temps de guerre. Dans ce dernier cas, à l'expiration de sa peine, il est envoyé dans une compagnie de discipline.

En temps de guerre, les noms des insoumis sont affichés dans toutes les communes du canton de leur domicile; ils restent affichés pendant toute la durée de la guerre.

Ces dispositions sont applicables à tout engagé volontaire qui, sans motifs légitimes, n'est pas arrivé à sa destination dans le délai fixé par sa feuille de route.

En cas d'absence du domicile, et lorsque le lieu de la résidence est inconnu, l'ordre de route est notifié au maire de la commune dans laquelle l'appelé a concouru au tirage.

A l'égard des appelés, le délai d'un mois sera porté:

A deux mois, s'ils demeurent en Algérie, dans les îles voisines des côtes limitrophes de la France ou Europe.

A six mois, s'ils demeurent dans tout autre pays.

L'insoumis est jugé par le conseil de guerre de la division militaire dans laquelle il est arrêté.

Le tuteur, pendant lequel l'engagé volontaire, ou l'homme inscrit sur la matrice matriculaire aura été insoumis ne compte pas dans les années de service exigées.

ART. 62.

Quiconque est reconnu coupable d'avoir recélé ou d'avoir favorisé, à son service un insoumis est puni d'un emprisonnement qui ne peut excéder six mois. Selon les circonstances, la peine peut être réduite à une amende de vingt à deux cents francs.

Quiconque est convaincu d'avoir favorisé l'évasion d'un insoumis est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an.

La même peine est prononcée contre ceux qui, par des manœuvres coupables, ont empêché ou retardé le départ des jeunes soldats.

Si le délit a été commis à l'aide d'un attroupement, la peine sera double.

Si le délinquant est fonctionnaire public, employé du gouvernement ou ministre d'un culte salarié par l'Etat, la peine peut être portée jusqu'à deux années d'emprisonnement, et il est, en outre, condamné à une amende qui ne pourra excéder deux mille francs